RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 09688
Numéro SIREN : 382 544 310
Nom ou dénomination : MAJE

Ce dépôt a été enregistré le 09/06/2022 sous le numéro de dépôt 59784

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Maje S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
Maje S.A.S.
2, rue de Marengo - 75001 Paris
Ce rapport contient 33 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Maje S.A.S.

Siège social : 2, rue de Marengo - 75001 Paris
Capital social : €.100 000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Associée unique de la société Maje S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Maje S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les droits au bail et les fonds de commerce, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2020 s'établit à 25 241 221 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur de marché selon les modalités décrites dans la note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que la cohérence des hypothèses retenues. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associée unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 5 mai 2021

KPMG S.A.



Valéry Foussé
Associé

MAJE S.A.S.

2 Rue MARENGO

75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT

Comptes au 31/12/2020

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif 3
Bilan - Passif 4
Compte de résultat 5

Annexes

Règles et méthodes comptables 8
Faits caractéristiques 13
Immobilisations 15
Amortissements 16
Provisions et dépréciations 17
Créances et dettes 18
Charges à payer 19
Charges et produits constatés d'avance 20
Produits à recevoir 21
Capitaux propres 22
Engagements financiers donnés et reçus 23
Effectif moyen 24
Filiales et participations 25
Opérations liées 2020 26
Répartition de l'impôt sur les bénéfices 27

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	20 260	18 041	2 219	4 587
Concessions, brevets et droits similaires	1 258 360	863 011	395 349	345 769
Fonds commercial	28 461 501	3 220 280	25 241 221	23 428 856
Autres immobilisations incorporelles	13 000		13 000	1 361 857
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	67 638	43 125	24 513	29 164
Autres immobilisations corporelles	30 707 692	23 230 593	7 477 099	6 941 170
Immobilisations en cours	776 727		776 727	1 760 102
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 108 540		1 108 540	1 108 540
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 574 867		1 574 867	1 929 104
ACTIF IMMOBILISE	**63 988 583**	**27 375 050**	**36 613 533**	**36 909 149**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	8 783 479	1 422 992	7 360 487	10 250 129
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	37 828 424	3 500 555	34 327 869	37 351 069
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 878 842		1 878 842	2 317 123
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	46 015 246	57 847	45 957 399	42 828 836
Autres créances	38 250 467		38 250 467	10 734 030
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 631 690		2 631 690	2 194 903
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	128 525		128 525	858 087
ACTIF CIRCULANT	**135 516 673**	**4 981 394**	**130 535 279**	**106 534 176**
Frais d'émission d'emprunts à étaler	120 000		120 000	160 000
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	123 728		123 728	45 221
TOTAL GENERAL	**199 748 984**	**32 356 443**	**167 392 541**	**143 648 546**

Rubriques			31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel	(dont versé :	100 000)	100 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			10 000	10 000
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	29 699	29 699
Report à nouveau			47 965 268	25 896 879
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			-7 575 140	22 068 389
Subventions d'investissement			492 500	414 151
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**41 022 327**	**48 519 119**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques			941 353	1 126 177
Provisions pour charges				
PROVISIONS			**941 353**	**1 126 177**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			12 225	73 960
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		32 000 000)	32 182 500	20 523 101
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			449 649	473 545
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			44 631 850	51 624 415
Dettes fiscales et sociales			8 492 856	8 000 462
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			160 194	1 111 549
Autres dettes			34 721 134	9 573 342
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			4 663 978	2 503 446
DETTES			**125 314 386**	**93 883 819**
Ecarts de conversion passif			114 474	119 431
TOTAL GENERAL			**167 392 541**	**143 648 546**

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	88 956 072	80 230 138	169 186 210	222 821 487
Production vendue de biens	809 322	29 083 493	29 892 816	50 129 845
Production vendue de services	402 481	356 966	759 447	-17 442 916
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**90 167 875**	**109 670 597**	**199 838 472**	**255 508 416**
Production stockée			-3 370 106	3 922 042
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			6 795	15 369
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			5 546 191	4 673 756
Autres produits			923 579	1 005 745
PRODUITS D'EXPLOITATION			**202 944 931**	**265 125 328**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			55 520 109	69 955 139
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			14 731 183	23 393 064
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			2 820 702	-42 971
Autres achats et charges externes			98 419 013	92 887 863
Impôts, taxes et versements assimilés			2 407 824	3 486 449
Salaires et traitements			17 617 273	21 400 829
Charges sociales			6 226 378	7 956 299
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 817 689	2 613 122
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 954 596	5 201 513
Dotations aux provisions			155 728	105 521
Autres charges			487 256	512 574
CHARGES D'EXPLOITATION			**206 157 751**	**227 469 401**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**-3 212 820**	**37 655 927**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				199 950
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			56 491	54 391
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			3 245 440	4 374 336
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**3 301 931**	**4 628 677**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			648 725	604 892
Différences négatives de change			4 546 860	4 617 504
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**5 195 585**	**5 222 396**
RESULTAT FINANCIER			**-1 893 655**	**-593 719**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**-5 106 475**	**37 062 208**

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 639	834 013
Produits exceptionnels sur opérations en capital	121 647	2 197 360
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 513 060	95 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**1 684 347**	**3 126 373**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	715 496	431 452
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 024 991	3 054 085
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	2 474 160	1 121 038
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**4 214 648**	**4 606 575**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-2 530 301**	**-1 480 203**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	24 377	1 636 647
Impôts sur les bénéfices	-86 013	11 876 970
TOTAL DES PRODUITS	**207 931 208**	**272 880 377**
TOTAL DES CHARGES	**215 506 348**	**250 811 989**
BENEFICE OU PERTE	**-7 575 140**	**22 068 389**

Annexes

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est d'une valeur brute de 199 748 984 €, d'une dépréciation de 32 356 443 € et d'une valeur nette de 167 392 541 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -7 575 140 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de la société sont établis en conformité avec les dispositions du Code de commerce (Articles L.123-12 à L.123-28), du règlement ANC n° 2018-07 du 10 décembre 2018, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), homologué par arrêté du 26 décembre 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce, les droits au bail, les frais de recherche et les marques qui figurent à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur de marché est testée annuellement et si la société a identifié un indicateur de dépréciation des actifs pris individuellement.

Au 31 décembre 2020, le total de la provision pour dépréciation des droits au bail s'élève à 3 220 280 €.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Mode linéaire:

- Logiciels	1 à 5 ans
- Agencements, installations siège	10 ans
- Agencements, installations magasins	4 à 5 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans

Dans le cadre des nouvelles règles sur les immobilisations (CRC 2002-10 et CRC 2004-06) la société n'a pas identifié de composants significatifs.

Immobilisations Financières

La valeur brute des titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
Les dépôts et cautionnements se rapportent principalement aux dépôts effectués par la société aux différents bailleurs. Ces dépôts seront remboursés en fin de bail.

Participation, autres titres immobilisés

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat y compris frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte des perspectives de rentabilité qui sont déterminées par l'approche des flux de trésorerie estimés. Elles sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Méthode de valorisation des stocks

Stock de tissus et de fournitures

La valeur retenue correspond à la valorisation au prix de revient incluant les frais d'approche convertis au taux de la devise achat.
Certains composants ou fournitures sont utilisés sur plusieurs collections et sont appelés « permanents ».
Les tissus sont dédiés à une collection. Les matières premières et composants font l'objet de provisions tenant compte de leurs perspectives d'écoulement.

Stock de produits finis

La valeur retenue est celle du prix de revient initial (PRI) qui correspond au prix d'achat facturé par le fournisseur converti au taux de la devise d'achat. Le PRI (prix de revient initial) inclut également les frais d'approche de logistique et frais de collection. Les produits défectueux ont été valorisés à leur valeur brute et intégralement provisionnés.

Dépréciation des stocks de produits finis et tissus

La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des produits. Ainsi à chaque clôture (annuelle ou semestrielle), la société est amenée à constater une dépréciation de ses stocks sur l'ensemble de ses collections ayant déjà été présentées dans son réseau d'outlet et sur la base de leurs perspectives d'écoulement.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comptabilisés pour 4 663 978 € correspondent en majorité aux retours de marchandises cédées aux filiales. Leur montant, qui correspond au retour de marge, est déterminé par la différence entre la valorisation des retours au prix de transfert pratiqués et la valorisation des retours au prix de revient.

Charges constatées d'avance

Le compte présentant un solde de 128 525 € est constitué de frais généraux pour 65 573 € et de loyers pour 62 952 €.

Charges à Payer

Les charges à payer s'élèvent à 32 172 K€ et sont constituées de 8 446 K€ de dettes fournisseurs externes, de 17 144 K€ de dettes fournisseurs intragroupes, de 56 K€ d'immobilisations, de 3 844 K€ de dettes fiscales et sociales et de 2 682 K€ d'autres dettes.

Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont principalement constitués de 7 431 K€ de factures à établir dont 4 801 K€ d'ajustement de prix de transfert avec la Chine lié à sa surperformance sur l'exercice, de 461 K€ d'avoirs à recevoir sur les gratuités de loyers et de -21 K€ d'autres créances.

Produits et charges exceptionnels

Les charges exceptionnelles d'un montant de 4 215 K€ sont constituées de 98 K€ de frais liés à l'ancien siège social, de 796 K€ de charges liées au plan d'attribution gratuite d'actions, de 165 K€ d'indemnités transactionnelles, de 985 K€ de mises au rebut d'immobilisations corporelles, de 18 K€ de frais de personnel, de 1 813 K€ de dépréciation de droits au bail, de 188 K€ de provisions pour risque, de 97 € de frais liés aux fermetures de magasins et de 55 K€ d'autres charges exceptionnelles.

Les produits exceptionnels d'un montant de 1 684 K€ sont constitués de 665 K€ de produits de cession, de 50 K€ de produits liés à l'ancien siège social, de 848 K€ de reprise de provision liée aux charges sociales et de 121 K€ de quote-part de subvention.

Rémunération des avances consenties entre filiales et sociétés liées

Les avances et prêts sont contractés vis-à-vis de la société mère SMCP HOLDING S.A.S..
Le taux de rémunération servi au titre de l'exercice s'est élevé à 1,50% taux emprunteur / 1,30% taux prêteur pour le compte courant et 1,060% pour l'emprunt participatif intercos.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés au taux du jour.

Les dettes, créances et disponibilités qui s'y rattachent, figurent au bilan pour leur contrevaleur au taux de clôture de l'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises au cours de clôture est passée en écart de conversion, les pertes de change latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

SMCP HOLDING S.A.S. centralise la couverture du risque de change pour le compte de ses filiales. L'exposition nette entre les ventes en devises (principalement USD, CNH, GBP, CHF…) et les achats en devises (principalement USD et CNH) est couverte par saison à l'aide d'instruments financiers dérivés sur devises (contrats d'achat / vente à terme de devises et contrats d'options sur devises).
Les gains et pertes de change réalisés dans le cadre de ces opérations de couverture de change sont rétrocédés aux filiales par le biais d'opérations de change internes.

Les engagements en devises au 31 décembre 2020 entre SMCP HOLDING S.A.S. et MAJE S.A.S. sont présentés ci-dessous :

MAJE vs SMCP	Montant (mDEV)	Taux clôture	CTV mEUR	MtM kEUR
EURCAD - Imp	10,824	1,5633	6,924	19,57
EURCHF - Imp	4,697	1,0802	4,348	-2,17
EURCNH - Imp	206,168	7,9806	25,834	-330,37
EURGBP - Imp	6,744	0,8990	7,501	-12,56
EURHKD - Imp	42,194	9,5142	4,435	208,55
EURNOK - Imp	2,255	10,4703	0,215	-4,47
EURSEK - Imp	1,587	10,0343	0,158	-5,25
EURUSD - Imp	10,391	1,2271	8,468	327,90
			57,883	**201,19**

Interprétation:

EURCHF - Imp signifie une vente du CHF contre EUR par Maje auprès de SMCP Holding

Les provisions pour risques et charges

Ces provisions enregistrées en conformité avec le règlement CRC 2000-06 sont destinées à couvrir les risques et charges que des évènements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.
Elles comprennent notamment les indemnités estimées par le groupe et ses conseils au titre de litiges, contentieux et actions de réclamation de la part des tiers.
Les provisions pour risques et charges sont principalement constituées du montant des AGA et des charges sociales associées.

Compte	Solde 31/12/2019	MOUVEMENTS 31/12/2020		Solde 31/12/2020
		Dotation	Reprise	
151100 - Provisions pour litiges	119 760,00	220 000,00	60 300,00	279 460,00
151500 - Provisions pour perte de change	45 220,86	123 728,31	45 220,86	123 728,31
151800 - Autres provisions pour risques non courant	961 196,16	425 029,00	848 060,00	538 165,16
	1 126 177,02	768 757,31	953 580,86	941 353,47

Intégration fiscale

La société a opté à compter du 01/01/2011 pour le régime d'intégration fiscale avec la société Groupe SMCP jusqu'au 31/12/2013, avec SMCP HOLDING S.A.S. jusqu'au 31/12/2016. Puis avec SMCP S.A. depuis le 01/01/2017.
Selon la convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du groupe, chaque société filiale supporte une charge d'impôt société équivalente à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Changement de méthode

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

L'économie mondiale continue d'être affectée par la pandémie de la Covid-19 alors que des mesures de restrictions sont encore mises en œuvre dans plusieurs pays. A ce jour, 46% du parc de magasins mondial (DOS) de SMCP est temporairement fermé. En parallèle, la Chine continentale poursuit sa reprise.

Evolution de l'activité

Le chiffre d'affaires de l'année 2020 a régressé de 22 % par rapport au chiffre d'affaires de l'année 2019.

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des commissions des grands magasins et des rabais, remises, ristournes accordés.

Evolution de la structure

Néant.

Evolution du marché des changes pour l'entreprise

La société mère se couvre à terme sur les achats et les ventes en devises par saison et en fait bénéficier ses filiales.

Engagements retraites hors bilan

Les engagements en matière de départ à la retraite ont été estimés au 31 décembre 2020 après prise en compte d'un coefficient d'actualisation suivant la courbe « Eur Ind AA+/AA » éditée par Bloomberg au 31 décembre 2020.

Ce montant est déterminé en fonction des conditions conventionnelles de départ, l'ancienneté des salariés étant calculée à la date de leur départ éventuel à la retraite à l'âge de 65 ans. Il tient compte de la probabilité que le salarié quitte la société avant d'atteindre l'âge du départ en retraite.

Les hypothèses de base retenues pour le calcul sont :

- Taux d'actualisation : 0.29% à 15 ans
- Taux d'inflation de 2%
- Taux d'augmentation des salaires : 3,5% pour les cadres et agents de maitrises ; 2,5% pour les ouvriers et personnel administratif

L'estimation de l'engagement pour indemnités de fin de carrière comprend les indemnités conventionnelles de fin de carrière spécifiques au régime français par application d'une méthode actuarielle rétrospective prenant en compte le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation.

L'engagement pour indemnités de fin de carrière s'élève à 895 389 €. Il s'élevait à 774 427 € en 2019 non comptabilisé dans les comptes sociaux.

Etablissement des comptes consolidés

La société holding SMCP S.A. RCS Paris 819 816 943, 49 rue Etienne Marcel 75001 Paris, établit les comptes consolidés du groupe.

Autres informations

Honoraires

La décomposition des honoraires des Commissaires aux comptes est fournie dans l'annexe des comptes consolidés.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Evénements significatifs de l'exercice

Les mesures prises par les gouvernements afin de lutter contre la pandémie de Covid-19 ont fortement perturbé les activités de SMCP au cours de l'exercice 2020, et affectent significativement les états financiers annuels. Ainsi, la fermeture des boutiques dans la plupart des pays durant plusieurs mois, ainsi que l'arrêt des voyages internationaux expliquent la réduction de ses ventes et de sa rentabilité.

Les hypothèses et estimations sur la base desquelles certains postes de bilan ou de compte de résultat sont évalués ont été revues afin de tenir compte du contexte lié à la crise. Les sujets concernés sont les suivants :

– la valorisation des actifs incorporels : des tests de dépréciation ont été effectués pour toutes les UGT du groupe et aboutissent à la constatation d'une charge de dépréciation de 42,6m€ pour le regroupement UGT « Autres Marques » qui regroupe les marques De Fursac et Claudie Pierlot ;

– le groupe a engagé un processus de renégociation de ses contrats de location, dans l'objectif d'optimiser leur charge de loyers. Les remises de loyers ainsi obtenues au cours de l'année ont été comptabilisées en résultat comme des loyers variables négatifs et non comme une modification du contrat de location.

Cet amendement introduit une mesure de simplification permettant aux preneurs de contrats de location de choisir de comptabiliser les aménagements de loyers initialement dus jusqu'à fin juin 2021 comme des loyers variables négatifs (soit immédiatement en résultat) en raison de la crise sanitaire, sans avoir besoin d'analyser s'ils sont consentis en application des clauses contractuelles ou légales gouvernant l'exécution du contrat.

– les provisions pour dépréciation des stocks ont été mises à jour en tenant compte de l'allongement des délais de rotation des stocks et des moindres perspectives d'écoulement des produits à caractère saisonnier ;

– Le groupe a bénéficié des aides des mesures d'activité partielle dans les différents pays où il est présent, ces mesures ont été appliquées principalement pendant les périodes de fermeture des boutiques et concernent tant les salariés des boutiques que ceux des sièges. Ces mesures ont bien été comptabilisées en déduction des charges de personnel.

– les indemnités reçues de la part d'Etats ou d'organismes publics liées aux mesures de protection de l'économie ont été comptabilisées en déduction des charges au titre desquelles les indemnités ont été obtenues.

Dans ce contexte sans précédent, le Groupe a pris des mesures immédiates pour atténuer les effets de la crise et protéger sa trésorerie, notamment à travers :

- La réduction significative de ses dépenses d'investissement avec un report de plusieurs investissements d'infrastructure, ainsi que la réduction de son plan d'ouvertures de magasins avec 12 ouvertures nettes (magasins détenus en propre) en 2020. Cela inclut 12 ouvertures nettes en APAC, +2 en EMEA et +7 dans la région Amérique. En parallèle, le Groupe a poursuivi l'optimisation de son réseau de distribution France avec 9 fermetures nettes.
- La réduction de ses dépenses opérationnelles :
- Renégociation des baux commerciaux
- Recours au chômage partiel pour la majorité des équipes réseau en Europe et en Amérique du Nord depuis fin mars, soutenu par les gouvernements locaux
- Ajustement significatif des frais généraux et administratifs
- Ajustement des stocks et des collections avec une forte réduction des achats sur les collections AH20 et des ajustements sur les collections PE20.

En parallèle, de nombreuses initiatives ont été menées par les marques pour favoriser le e-commerce et permettre de conserver un lien avec les clients sur le digital ; les équipes sont en outre pleinement mobilisées dans les centres de logistiques.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	20 260		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	27 819 156		4 122 562
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	64 882		2 756
Installations générales, agenc., aménag.	21 095 007		2 240 859
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 624 665		898 497
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 760 102		19 059
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**30 544 655**		**3 161 171**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 108 540		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 929 104		200 149
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**3 037 644**		**200 149**
TOTAL GENERAL	**61 421 715**		**7 483 882**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			20 260	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	1 348 857	860 000	29 732 861	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.			67 638	
Installations générales, agencements divers		962 770	22 373 096	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		188 566	8 334 595	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 002 434		776 727	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1 002 434**	**1 151 336**	**31 552 056**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 108 540	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		554 386	1 574 867	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**554 386**	**2 683 407**	
TOTAL GENERAL	**2 351 291**	**2 565 723**	**63 988 583**	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	15 673	2 368		18 041
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	610 339	252 673		863 011
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	35 718	7 407		43 125
Installations générales, agenc. et aménag. divers	16 674 599	1 522 627	934 304	17 262 922
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 103 903	1 032 614	168 846	5 967 671
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**21 814 220**	**2 562 648**	**1 103 151**	**23 273 717**
TOTAL GENERAL	**22 440 231**	**2 817 689**	**1 103 151**	**24 154 770**

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	amortissements fin exercice
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	160 000		40 000	120 000
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	119 760	220 000	60 300	279 460
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	45 221	123 728	45 221	123 728
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	961 196	425 029	848 060	538 165
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**1 126 177**	**768 757**	**953 581**	**941 353**
Dépréciations immobilisations incorporelles	2 072 335	1 812 945	665 000	3 220 280
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	5 201 513	4 923 547	5 201 513	4 923 547
Dépréciations comptes clients	85 966	31 049	59 169	57 847
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	**7 359 814**	**6 767 541**	**5 925 682**	**8 201 674**
TOTAL GENERAL	**8 485 991**	**7 536 299**	**6 879 263**	**9 143 027**
Dotations et reprises d'exploitation		5 110 325	5 366 203	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		2 425 974	1 513 060	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 574 867		1 574 867
Clients douteux ou litigieux	131 447	131 447	
Autres créances clients	45 883 799	45 883 799	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	26 163	26 163	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	16 499	16 499	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 528 700	2 528 700	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	348 157	348 157	
Etat, autres collectivités : créances diverses	431 236	431 236	
Groupe et associés	32 255 577	32 255 577	
Débiteurs divers	2 644 135	2 644 135	
Charges constatées d'avance	128 525	128 525	
TOTAL GENERAL	**85 969 104**	**84 394 238**	**1 574 867**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	12 225	12 225		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	32 182 500		32 182 500	
Fournisseurs et comptes rattachés	44 631 850	44 631 850		
Personnel et comptes rattachés	2 422 018	2 422 018		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 778 090	2 778 090		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 571 790	2 571 790		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	720 957	720 957		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	160 194	160 194		
Groupe et associés	3 608 705	3 608 705		
Autres dettes	31 112 429	31 112 429		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 663 978	4 663 978		
TOTAL GENERAL	**124 864 736**	**92 682 236**	**32 182 500**	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	32 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	20 706 609			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408000	Fournisseurs FNP - Frais Généraux	24 244 832,50	24 222 841,22	21 991,28
408100	Fournisseurs FNP - Produits Finis	1 110 574,56	2 745 723,59	-1 635 149,03
408110	Fournisseurs FNP- Matières Premièr	235 033,26	1 461 339,80	-1 226 306,54
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		**25 590 440,32**	**28 429 904,61**	**-2 839 464,29**
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	Fournisseurs FNP - Immobilisations	55 724,36	626 563,37	-570 839,01
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		**55 724,36**	**626 563,37**	**-570 839,01**
AUTRES DETTES				
419800	Clients - Rabais à accorder	2 681 548,13	1 312 070,78	1 369 477,35
TOTAL AUTRES DETTES		**2 681 548,13**	**1 312 070,78**	**1 369 477,35**
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Dettes provisionnées pour congés à	1 611 475,26	1 493 228,43	118 246,83
428220	Dettes provisionnées pour Repos Com	-15 549,71	26 518,27	-42 067,98
428240	Autres charges à payer	82 697,00	73 780,00	8 917,00
428400	Dettes provisionnées pour participa		1 644 450,48	-1 644 450,48
428610	Autres charges à payer NDF		9 174,73	-9 174,73
428640	Provisions Primes	669 576,06	384 325,20	285 250,86
428660	Provisions Primes de précarité CDD	6 800,10	9 067,54	-2 267,44
438200	Charges sociales provisionnées sur	726 566,54	673 309,04	53 257,50
438220	Charges sociales provisionnées sur	-6 973,47	11 957,38	-18 930,85
438240	Charges sociales provisionnées sur	264 498,40	161 332,75	103 165,65
438600	Charges à payer sur Forfait social		329 280,28	-329 280,28
438610	Charges sociales provisionnées sur	3 060,06	4 080,42	-1 020,36
438620	Agefiph à payer	181 140,00	181 108,00	32,00
438630	Provision Formation Professionnelle	-9 525,41	43 289,76	-52 815,17
438640	Provision Effort Construction	75 327,51	95 861,92	-20 534,41
438650	Provision taxe Apprentissage	54 077,82	82 731,68	-28 653,86
448200	Provision - Tascom	197 304,00		197 304,00
448600	Provision - Tvts	3 888,00	5 310,00	-1 422,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		**3 844 362,16**	**5 228 805,88**	**-1 384 443,72**
TOTAL CHARGES A PAYER		**32 172 074,97**	**35 597 344,64**	**-3 425 269,67**

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Charges constatées d'avance divers	65 572,65	621 213,71	-555 641,06
486100	Charges constatées d'avance loyers	62 952,34	236 873,06	-173 920,72
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		**128 524,99**	**858 086,77**	**-729 561,78**
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	Produits constatés d'avance	-4 663 977,75	-2 503 445,70	-2 160 532,05
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		**-4 663 977,75**	**-2 503 445,70**	**-2 160 532,05**

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418000	Clients - Factures à établir	7 431 214,68	3 808 614,91	3 622 599,77
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		**7 431 214,68**	**3 808 614,91**	**3 622 599,77**
AUTRES CREANCES				
409800	Rabais, remises, ristournes à obten	460 577,75	72 396,00	388 181,75
438710	IJSS Nettes	-21 306,90	-1 459,37	-19 847,53
TOTAL AUTRES CREANCES		**439 270,85**	**70 936,63**	**368 334,22**
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		**7 870 485,53**	**3 879 551,54**	**3 990 933,99**

Variation des capitaux propres

	Ouverture au 31/12/2019	Augmentation capital	Distribution de dividendes	Autres diminutions / augmentations	Affectation de résultat	Résultat de l'exercice	Clôture au 31/12/2020
Capital social	100 000						100 000
Prime d'émission	0						0
Réserve légale	10 000						10 000
Autres réserves	29 699						29 699
Report à nouveau	25 896 879			22 068 389			47 965 269
Résultat de l'exercice	22 068 389			-22 068 389		-7 575 140	-7 575 140
Subventions règlementées	414 151			78 348			492 500
Total	**48 519 119**	**0**	**0**	**78 348**		**-7 575 139**	**41 022 328**

Décomposition du capital social

	Ouverture au 31/12/2019	Créées pendant l'exercice	Remboursées pendant l'exercice	Clôture au 31/12/2020
Parts sociales	6 250			6 250
Valeur nominale	16			16
Montant du capital social	**100 000**			**100 000**

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
CREDITS DOCUMENTAIRES	607 451					607 451
GARANTIES BANCAIRES	1 382 384					1 382 384
TOTAL	1 989 835					1 989 835

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
CAUTIONS AFFILIES	690 000					690 000
TOTAL	690 000					690 000

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Effectifs	Personnel Salarié CDI / CDD
Effectif CADRES 2020	102
Effectif CADRES 2019	112
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	- 10
Effectif NON CADRES 2020	466
Effectif NON CADRES 2019	591
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	- 125

Dénomination Siège social	Capital Capitaux propres	QP détenue	Valeur brute des titres	Chiffre d'affaires Résultat
SMCP Luxembourg	31 000	100	218 592	2 990 349
	447 487			66 897
Maje Germany	225 000	100	225 000	5 374 177
	376 496			- 147 960
Majbel	62 000	100	85 000	2 318 609
	183 887			- 83 369
Maje Stores Ltd (en GBP)	10 000	100	11 700	7 760 695
	1 467 713			- 312 875
Maje Spain	503 006	100	503 006	12 884 778
	3 534 225			66 562
Maje Suisse (en CHF)	200 000	50	65 240	9 101 299
	2 437 477			175 326

TABLEAU DES ENTREPRISES LIEES POUR LES ELEMENTS DE BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

POSTE BILAN	Clôture au 31/12/2020 en K€
Emprunts participatifs	- 32 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	- 22 389
Clients - Avances et acomptes reçus	25 847
Comptes courants	32 256
Intégration fiscale	- 3 609
Autres comptes débiteurs et créditeurs	- 18 330

POSTE COMPTE DE RESULTAT	Clôture au 31/12/2020 en K€
Ventes de produits finis	21 939
Ventes de marchandises	50 898
Produits des activités annexes	340
Intérets recus comptes courants	56
Autres achats et charges externes	- 55 723
Achats de marchandises	- 31
Locations et charges locatives	- 2 399
Charges d'intérêts	- 535

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-5 106 475		-5 106 475
Résultat exceptionnel à court terme	-2 530 301		-2 530 301
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-24 377		-24 377
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs	86 013		86 013
RESULTAT COMPTABLE	**-7 575 140**		**-7 575 140**

« MAJE »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 100.000 euros
Siège social : 2 rue de Marengo – 75001 PARIS
382 544 310 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 11 heures, 49 rue Etienne Marcel – 75001 Paris,

La société SMCP Holding, société par actions simplifiée unipersonnelle, au capital de 93 617 711,70 euros, dont le siège social est situé 49 rue Etienne Marcel, 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 792 113 193 RCS Paris, Associé unique de la Société Maje, représentée par son Président Monsieur Daniel Lalonde,

En présence de la société JUDITH MILGROM SAS, représentée par Madame Judith Milgrom, Présidente non associée,

Compte tenu de la pandémie de la Covid-19, l'associé unique prend ses décisions à huis clos conformément aux dispositions du Décret 2021-255 du 9 mars 2021 prorogeant jusqu'au 31 juillet 2021 la durée d'application de l'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020, du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 et du décret n° 2020-629 du 25 mai 2020, portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales.

Le commissaire aux comptes, la société KPMG, et le CSE SMCP, régulièrement convoqués, n'ont pas adressé de commentaires ou questions avant la date de ces décisions.

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été arrêtés et établis par la Société JUDITH MILGROM, représentée par Madame Judith Milgrom, Présidente non associée.

Ces documents ont été tenus, au siège social, à la disposition du Commissaire aux comptes dans les délais légaux.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020, le rapport de gestion du Président et le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels ont été adressés à l'associé unique.

L'associé unique a également pris connaissances des documents suivants :

- Un exemplaire des statuts de la société, et
- le texte de projet des décisions.

II - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et quitus au Président,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

« MAJE »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 100.000 euros
Siège social : 2 rue de Marengo – 75001 PARIS
382 544 310 RCS PARIS

PREMIERE DECISION
APPROBATION DES COMPTES

L'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un résultat déficitaire de 7 575 139,31 euros.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'associé unique approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à 9 326 euros ainsi que l'impôt sur les sociétés supporté en raison desdites dépenses et charges s'élevant à 2 986,19 euros.

En conséquence, l'associé unique donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION
AFFECTATION DU RESULTAT

L'associé unique décide d'affecter le déficit de l'exercice de 7 575 139,31 euros de la manière suivante :

- En totalité au poste « report à nouveau » qui passe ainsi de 47 965 268,10 euros à 40 390 128,79 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Année	Dividende Global	Dividende imposable
2019	0	0
2018	0	0
2017	20 000 000	20 000 000

TROISIEME DECISION
POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé et signé le présent procès-verbal.

L'associé unique
La société SMCP Holding
Représentée par Daniel Lalonde